

Crous de Nantes Pays de la Loire

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

APPEL D'OFFRE OUVERT

Marché N° 2025_FCS_003_NTE_01

**MAINTENANCE DES MOYENS DE SECOURS (EQUIPEMENTS DE LUTTE CONTRE LES
INCENDIES ET DEFIBRILLATEURS) DES SITES DU CROUS DE NANTES PAYS DE LA
LOIRE**

Date limite de remise des offres : 9 mai 2025 à 14h00

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

CCTP N° 2025_FCS_003_NTE_01

Etabli en application du code de la commande publique.

Le présent CCTP comporte
20 pages (page de garde
comprise) numérotées de 1 à
20.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - PRESENTATION DU CROUS DE NANTES PAYS DE LA LOIRE	3
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 - EQUIPEMENTS DE LUTTE CONTRE LES INCENDIES - ELI	4
3.1. CONTEXTE REGLEMENTAIRE	4
3.1.1. <i>Réglementation relative au poste ELI</i>	4
3.1.2. <i>Normes relatives au poste ELI</i>	4
3.1.3. <i>Règles d'installations et de maintenance</i>	4
3.1.4. <i>Autres normes et textes</i>	5
3.2. OBJET ET PERIMETRE DES PRESTATIONS	5
3.3. CONTENU DES PRESTATIONS	6
3.3.1. <i>Maintenance préventive</i>	6
3.3.2. <i>Spécifications relatives aux colonnes et aux poteaux d'incendie</i>	10
3.3.3. <i>Spécifications relatives aux installations fixes d'extinction (friteuse)</i>	11
3.3.4. <i>Planification des visites</i>	11
3.4. MAINTENANCE CORRECTIVE	11
3.5. REMPLACEMENT DECENNAL DES EXTINCTEURS	12
3.6. ÉLIMINATION DES EXTINCTEURS HORS SERVICE	12
3.7. FOURNITURE ET POSE D'EXTINCTEURS NEUFS	12
ARTICLE 4 - DEFIBRILLATEURS AUTOMATISES EXTERNES - DAE	12
4.1. REGLEMENTATIONS APPLICABLES	12
4.1.1. <i>Règlements et normes</i>	12
4.1.2. <i>Conformité de la prestation</i>	13
4.2. CONTENU DES PRESTATIONS	13
4.2.1. <i>Maintenance préventive</i>	13
4.2.2. <i>Planification des visites</i>	14
4.2.3. <i>Maintenance corrective</i>	14
4.3. FOURNITURE DE DEFIBRILLATEURS	14
ARTICLE 5 - MODALITES D'EXECUTION	14
5.1. PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS	14
5.2. PIECES DE RECHANGE, CONSOMMABLES ET MOYENS COURANTS	15
5.3. ROLE DE CONSEIL ET D'ALERTE	15
5.4. RAPPORT D'INTERVENTION OU DE VERIFICATION	15
5.5. MOYENS DE TRANSMISSION DES RAPPORTS	16
5.6. MISE A JOUR DU REGISTRE DE SECURITE	16
5.7. RAPPORTS ANNUELS	16
5.8. REUNIONS	17
ARTICLE 6 - DELAIS DE TRANSMISSION DES DOCUMENTS	17
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS RECIPROQUES	17
7.1. OBLIGATIONS DU CROUS DE NANTES	17
7.1.1. <i>Documentation</i>	17
7.1.2. <i>Accès aux installations</i>	17
7.1.3. <i>Environnement et sécurité</i>	18
7.2. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	18
7.2.1. <i>Connaissance des lieux</i>	18
7.2.2. <i>Identification du personnel du Titulaire</i>	18
7.2.3. <i>Equipeement des personnels du Titulaire</i>	18
7.2.4. <i>Plan de Prévention des Risques</i>	18
7.2.5. <i>Pilotage du marché</i>	19
7.2.6. <i>Conditions d'accès aux sites</i>	19
7.2.7. <i>Respect de l'environnement</i>	19
ARTICLE 8 - FIN D'EXECUTION	20
ARTICLE 9 - LANGUE	20
ARTICLE 10 - LISTE DES ANNEXES AU CCTP	20

ARTICLE 1 - PRESENTATION DU CROUS DE NANTES PAYS DE LA LOIRE

Créé par décret du 7 novembre 1962, le Crous de Nantes Pays de la Loire est un établissement public national à caractère administratif, placé sous la tutelle du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

En tant qu'acteur majeur de la politique en faveur de la vie étudiante, il a pour mission de contribuer à la réussite de tous les étudiants de l'académie, en leur assurant des conditions de vie satisfaisantes au cours de leurs études. La « vie étudiante » est une des missions regroupant les services et actions qui contribuent à la réussite des étudiants en favorisant leur bien être moral et physique, leur épanouissement personnel et intellectuel, leur prise d'initiative et leur affirmation comme citoyen, tout en renforçant leur sentiment d'appartenance à un établissement.

Le Crous intervient dans les domaines suivants : aides financières, logement, restauration, action sociale, culture et soutien aux initiatives étudiantes.

Au service de 151 685 étudiants et des établissements d'enseignement supérieur de l'académie de Nantes, le Crous est présent dans les 6 agglomérations où sont inscrits 95% des étudiants de la région : Nantes, Angers, Le Mans, Laval, La Roche-sur-Yon et Saint-Nazaire.

Le Crous en 2023-2024 :

- 37 008 boursiers sur critères sociaux ;
- 4 341 797 repas servis dans 57 lieux de restauration (Restos U', Cafets', Crous'Trucks, Crous(S)pace', Tiers-lieux) ;
- 8 997 logements universitaires (9 326 lits) dans 44 structures d'hébergement (Cité U' et Résidence U') ;
- 46 projets subventionnés par le dispositif Culture ActionS ;
- 650 agents, personnels ouvriers et personnels administratifs.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulière (CCTP) détaille les conditions techniques de la réalisation des prestations de maintenance préventive (entretien) et corrective (diagnostic, dépannage, réparation, recharge, etc.) des moyens de secours sur l'ensemble des sites du Crous de Nantes Pays de la Loire ainsi que des prestations associées de fourniture d'équipements et d'accessoires par un prestataire spécialisé désigné dans le présent document par « le Titulaire ».

Le marché comprend la maintenance préventive et curative corrective des équipements existants, ainsi que la fourniture des nouveaux équipements sur l'ensemble des sites du Crous de Nantes Pays de la Loire, selon la répartition des différents lots définis comme suit :

- Lot 1: Equipements de lutte contre les incendies (ELI) des départements de la Loire-Atlantique (44) et de la Vendée (85).
- Lot 2: Equipements de lutte contre les incendies (ELI) des départements du Maine-et-Loire (49), de la Sarthe (72) et de la Mayenne (53).
- Lot 3: Défibrillateurs automatisés externes (DAE) des départements de la Loire-Atlantique (44) et de la Vendée (85).
- Lot 4: Défibrillateurs automatisés externes (DAE) des départements du Maine-et-Loire (49), de la Sarthe (72) et de la Mayenne (53).

Les prestations sont exhaustives et définissent l'ensemble des actions préventives et curatives, les fréquences, les assiettes de garantie, les délais, en vue d'encadrer les actions techniques, administratives et de management durant le cycle de vie d'un bien destinées à la maintenir ou à la rétablir dans un état dans lequel il peut accomplir la fonction requise.

La liste détaillée des équipements par lot est donnée en annexes 1 et 2 du présent CCTP.

ARTICLE 3 - EQUIPEMENTS DE LUTTE CONTRE LES INCENDIES - ELI

3.1. Contexte réglementaire

D'une manière générale, le Titulaire doit se référer aux notices d'entretien des constructeurs et prendre connaissance des éventuels dossiers d'identité S.S.I-E.A.

Pour l'exécution des prestations, le Titulaire doit se conformer aux normes, règlements et directives européennes en vigueur.

La liste ci-dessous précise les textes courants auxquels le Titulaire se soumet. Elle n'est pas exhaustive et n'exclut pas les textes ou règlements particuliers applicables à des spécialités déterminées ou à des cas d'espèce.

3.1.1. Réglementation relative au poste ELI

- Spécifications formelles du constructeur ;
- Règlements de sécurité contre l'incendie relatif aux ERP, arrêté du 25 juin 1980 modifié et le règlement des bâtiments d'habitation arrêté du 31 janvier 1986 modifié ;
- Article R. 1333-4 du code de la santé publique ;
- Code du travail (Titres : conception et utilisation des lieux de travail).

3.1.2. Normes relatives au poste ELI

- NF S 61-919 (août 2001) Maintenance des extincteurs d'incendie et portatifs ;
- NF S 61-922 Activités de service relatives à la maintenance des extincteurs portatifs, mobiles et fixes (homologuée en juin 1999) ;
- FD CEN/TR 15276-2 (février 2009) Installations fixes de lutte contre l'incendie – Systèmes d'extinction à aérosol ;
- NF EN 12416-2+A1 (septembre 2007) Installations fixes de lutte contre l'incendie – Systèmes d'extinction à poudre ;
- NF EN 13565-2 (juillet 2009) Installation fixes de lutte contre l'incendie ;
- NF EN 15004-1 (octobre 2008) Installations fixes de lutte contre l'incendie – Installations d'extinction à gaz ;
- XP CEN/TS 14816 (décembre 2008) Installations fixes de lutte contre l'incendie – Systèmes d'extinction à pulvérisation d'eau ;
- ISO/TS 11602-2 2010 (août 2010) Protection contre l'incendie - Extincteurs portatifs et extincteurs sur roues ;
- NF S62-201 (septembre 2005) Robinets d'incendie armés équipés de tuyaux semi-rigides (R.I.A.) ;
- NF S 61-750 Colonnes sèches.

3.1.3. Règles d'installations et de maintenance

- NF EN 671-3 (mai 2009) Installations fixes de lutte contre l'incendie - Systèmes équipés de tuyaux - Partie 3 : maintenance des robinets d'incendie armés équipés de tuyaux semi-rigides et des postes d'eau muraux équipés de tuyaux plats.
- NF S 61-759 (juin 2007) Colonnes d'incendie sèches et en charge – installation et maintenance ;

- NF S 61-919 (juillet 2004) Maintenance des extincteurs portatifs ;
- NF X08-003-3 (juillet 2006) Symboles graphiques et pictogrammes - Couleurs de sécurité et signaux visuels de sécurité ;
- FD X08-040-3 (mars 2010) Symboles graphiques et pictogrammes - Dispositifs d'information et de sécurité ;
- APSAD concernant la règle R4 : règle d'installation d'extincteurs portatifs et mobiles ;
- APSAD concernant la règle R5 : règle d'installation des robinets d'incendie armés.

3.1.4. Autres normes et textes

- Code de la construction et de l'habitation ;
- Code du Travail ;
- Norme NFC 15-100, relative aux installations électriques à basse tension ;
- Norme NFC 32-070, relative aux conducteurs et câbles isolés pour installations et aux essais de classification des conducteurs et câbles du point de vue de leur comportement au feu ;
- Décret n° 88-1056, en date du 14 novembre 1988, relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;
- Décret n° 92-158 du 20 février 1992, fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure ;
- Circulaire DHOS/E 4 n° 2005-256 du 30 mai 2005, relative aux conditions techniques d'alimentation électrique des établissements de santé publics ou privés ;
- Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.

3.2. Objet et périmètre des prestations

Le marché a pour objet la maintenance préventive et la maintenance corrective des installations concourant à la sécurité des bâtiments vis-à-vis du risque d'incendie, conformément aux dispositions réglementaires et aux normes en vigueur à la date de notification du marché.

Le but de ces prestations est de garantir la sécurité des personnes, la disponibilité, la fiabilité des équipements et la traçabilité des opérations effectuées.

Au sens de la norme NF 60-000 et son guide d'application GA 60-025, les cinq niveaux d'intervention en maintenance préventive, palliative et curative sont définis de la manière suivante :

- Niveau 1 : Actions simples, réglages et petits nettoyages notamment, préconisés par le constructeur ou défini par le service de maintenance, nécessaires ou souhaitables pour l'exploitation et réalisés sur des éléments facilement accessibles en toute sécurité.
- Niveau 2 : Opérations mineures de maintenance qui ne nécessitent que des instructions ou procédures simples (opérations du ressort de techniciens habilités ou d'opérateurs dûment formés). Le terme habilitation signifie ici que la personne a bénéficié d'une formation adéquate pour intervenir à la fois en sécurité et en connaissance de cause.
- Niveau 3 : Opérations qui nécessitent identification et diagnostic préalable, éventuellement à l'aide de procédures « complexes ». Ce niveau englobe la réparation par échange de composants et réparations mineures, suivies éventuellement de réglage ou d'étalonnage. Ce niveau requiert l'intervention d'un technicien spécialisé. Les opérations peuvent être effectuées sur place ou dans les locaux du service de maintenance.
- Niveau 4 : Travaux importants de maintenance corrective ou préventive, qui impliquent la maîtrise de techniques ou de technologies particulières.

Le marché ne porte pas sur la maintenance de niveau 5.

Le remplacement des pièces dégradées par vandalisme, par corrosion en ambiance spécifique ou par accident indépendant de l'action du Titulaire, n'est pas inclus dans la partie à prix forfaitaire et se fera sur bon de commande.

3.3. Contenu des prestations

Le Titulaire du marché doit exécuter l'intégralité des prestations du présent marché pour l'ensemble des sites du lot dont il est l'attributaire.

Outre la maintenance préventive et corrective de l'ensemble des équipements du présent marché (de type maintien en condition opérationnelle (MCO) et les différents comptes rendus, le titulaire assurera les prestations spécifiques suivantes :

- Extincteurs
 - La fourniture et l'installation d'appareils neufs, de l'ensemble des accessoires nécessaires à leur usage et installation
- Colonnes et poteaux d'incendie
 - Contrôle hydraulique des colonnes sèches
 - Mesure du débit

3.3.1. Maintenance préventive

La maintenance préventive est définie par la norme NF EN 13306 comme celle qui, exécutée à des intervalles prédéterminés ou selon des critères prescrits, est destinée à réduire la probabilité de défaillance ou de dégradation du fonctionnement d'un bien.

Elle concerne les extincteurs, colonnes sèches, poteaux incendies et installations fixes d'extinction (friteuses).

Dans le cadre de la maintenance préventive forfaitaire, le titulaire doit effectuer le contrôle et la maintenance annuels des équipements de lutte contre les incendies, selon les dispositions et normes les concernant, rappelées à l'article 3.1 du CCTP, ainsi que toutes autres opérations, notamment :

- Le remplacement des pièces défectueuses (flexibles, pulvérisateurs, lances, tromblons, cartouches de gaz ou sparklet, leviers de commande, joints, scellés, etc.) ;
- Le remplacement des affichages et étiquettes sur le corps des appareils, le remplacement ou la pose des affichages de balisage des extincteurs ;
- La reprise des fixations murales (y compris supports si nécessaire) et le rebouchage des anciens trous de fixation non utilisés.

Les appareils à eau pulvérisée et à poudre de 10 ans ou plus seront remplacés par des appareils neufs.

Toutes les vérifications doivent conduire au remplacement des pièces en cas de défectuosité.

Cette maintenance sera assurée immédiatement sur place lors des visites de contrôle des extincteurs in situ et disponibles en stock.

Si la réparation nécessite un retour en atelier, le titulaire devra :

- Assurer le remplacement temporaire immédiat des appareils prélevés sur le stock du site ou à défaut sur son propre stock ;
- Fournir un état récapitulatif des matériels qu'il porte en atelier ;
- Assurer le retour des appareils, leur réintégration dans le stock de l'administration (ou leur réinstallation à leur emplacement d'origine) dans le délai indiqué dans son mémoire technique ;

- Fournir un état récapitulatif des matériels rapportés.

Il devra s'assurer tout particulièrement :

- Que les extincteurs sont placés aux endroits indiqués ;
- Qu'ils sont accessibles, bien visibles et/ou signalés, mode d'emploi vers l'extérieur ;
- Qu'ils portent un mode d'emploi lisible ;
- Qu'ils ne sont manifestement pas endommagés ;
- Que les aiguilles des indicateurs de pression se situent bien dans la partie verte ;
- Qu'ils comportent des scellés de sécurité qui ne sont ni brisés ni manquants ;
- Que les dates limites de ré-épreuve ne sont pas dépassées ;
- Que les étiquettes de vérification assurant une visibilité des contrôles sur les trois dernières années sont en bon état et correctement renseignées.

Les renseignements portés sur les étiquettes devront comprendre obligatoirement :

- La mention « rechargé » et/ou « vérifié » ;
- La date de recharge (mois et année) avec précision éventuelle de l'agent extincteur si nécessaire ;
- La date de la maintenance annuelle (mois et année) ;
- Le nom et l'adresse de l'entreprise ayant fait le contrôle annuel ;
- Une marque identifiant clairement le contrôleur ;
- La date (mois et année) de réalisation de la maintenance ou des vérifications ;
- Le cas échéant, la date (mois et année) de la révision en atelier.

Les anomalies seront traitées immédiatement au titre de la maintenance courante (Maintien en Condition Opérationnelle).

Le vérificateur devra renseigner l'étiquette de vérification en y portant la date du contrôle, son nom et sa signature.

Détail des vérifications :

Type de vérification	Pression, eau	Pression, poudre	A cartouche eau	A cartouche poudre	CO2	Vérifications à effectuer
Scellé de sécurité	X	X	X	X	X	Contrôle des dispositifs de scellés afin de déterminer si l'extincteur a pu être utilisé.
Indicateurs de pression	X	X				Si l'extincteur est muni d'un indicateur de pression, le contrôler et s'il ne fonctionne pas librement ou s'il indique une pression en dehors des limites spécifiées, se reporter aux instructions du fabricant pour une action appropriée. Lorsque l'indicateur de pression n'est pas installé,

						utiliser le raccord prévu à cet effet afin de vérifier que la pression interne est correcte, sinon se reporter aux instructions du fabricant pour une action appropriée.
Examiner l'extérieur	X	X	X	X	X	Effectuer une inspection pour rechercher les signes de corrosion, bosses, stries ou détérioration susceptibles d'entraver le fonctionnement de l'extincteur. Si le résultat n'est pas correct, se reporter aux instructions du fabricant pour une action appropriée.
Peser l'extincteur					X	Peser l'extincteur selon les instructions du fabricant et comparer la masse à celle enregistrée lors de la première mise en service. En cas de perte de contenu supérieure à 10%, il conviendra de le signaler à la personne compétente et l'indiquer réglementairement sur l'extincteur.
Contrôler la lance et la soufflette	X	X	X	X	X	Vérifier l'état et l'aptitude à l'emploi des lances et des soufflettes et s'assurer que la soufflette et la lance ne sont ni obstruées ni fissurées, usées, ou endommagées. Les remplacer si nécessaire.
Vérifier les instructions de fonctionnement	X	X	X	X	X	Vérifier l'exactitude et la lisibilité des instructions de fonctionnement.
Ouvrir l'extincteur	X	X	X	X		Précaution: en cas d'absence d'information du fabricant ou d'impossibilité d'ouverture, la vérification n'est possible qu'en atelier. Ouvrir l'extincteur en séparant la tête du corps. Retirer la cartouche de gaz lorsqu'elle existe.
Extincteur à base d'eau : vider l'extincteur	X		X			Verser la charge initiale dans un récipient propre et la vérifier selon les instructions du fabricant si elle peut être réutilisée. Lorsque l'additif se trouve dans un récipient séparé, retirer ce récipient et vérifier qu'il ne fuit pas. En cas de fuite de récipient, le mettre au rebus ainsi que la charge.
Extincteur à poudre : examiner la poudre de l'extincteur		X		X		Examiner la poudre de l'extincteur afin de vérifier l'absence de signes visibles de mottage, de particules ou de corps étrangers. Agiter la

						poudre en retournant et en secouant l'extincteur en veillant à éviter de répandre de la poudre. S'il y a le moindre signe de mottage, de particules ou de corps étrangers ou si la poudre ne s'écoule pas librement ou s'il y a le moindre doute, mettre la totalité de la poudre au rebut et recharger l'extincteur.
Vérifier le bon fonctionnement et l'aptitude à l'emploi de tous les éléments	X	X	X	X		Nettoyer si nécessaire et faire passer de l'air à travers les autres parties en faisant tout particulièrement attention aux orifices (ou autre soupape de sécurité) de la tête. Vérifier que le tube de détassage muni (éventuellement) d'un filtre de lance et que la soupape de sécurité (si elle est prévue) ne sont pas obstrués. Réparer ou remplacer les éléments si nécessaire. Vérifier que l'organe de fonctionnement et la commande de décharge (si elle est prévue) fonctionnent librement. Nettoyer, remettre en état ou remplacer les éléments si nécessaire. Protéger les parties mobiles et les filets contre la corrosion à l'aide d'un lubrifiant recommandé par le fabricant.
Vérifier le système de commande d'ouverture	X	X			X	Lorsque la conception des extincteurs prévoit le retrait du système de commande, retirer ce système et vérifier qu'il fonctionne librement de même que le levier d'arrêt (s'il existe). Nettoyer, remettre en état ou remplacer si nécessaire. Protéger les parties mobiles et les filets contre la corrosion à l'aide d'un lubrifiant recommandé par le fabricant.
Examiner la cartouche de gaz			X	X		Vérifier l'absence de corrosion et de détérioration à l'extérieur de la cartouche de gaz. Si la cartouche a souffert d'un dommage mécanique ou est corrodée, il conviendra de le signaler à la personne compétente et l'indiquer réglementairement sur l'extincteur. Effectuer le remplacement si nécessaire

						selon les recommandations du fabricant. Peser la cartouche de gaz et comparer sa masse à celle marquée dessus. Si une cartouche a subi une perte de contenu supérieur à 10% du contenu initial ou non conforme aux instructions du fabricant, la mettre hors service et la remplacer par une cartouche de gaz recommandée par le fabricant. Les réglementations nationales et européennes concernant les récipients sous pression peuvent s'appliquer.
Vérifier les joints, les rondelles et la membrane de la lance	X	X	X	X	X	Remplacer si nécessaire les joints et les rondelles. Si la lance comporte une membrane, elle doit toujours être remplacée
Extincteur à base d'eau : examiner l'intérieur du corps de l'extincteur	X		X			Inspecter l'intérieur à l'aide d'une source lumineuse. Vérifier l'absence de corrosion et de détérioration du revêtement. Vérifier les additifs des récipients séparés et les remplacer en cas de fuite ou de détérioration.
Extincteurs à poudre : examiner l'intérieur du corps de l'extincteur		X		X		Examiner l'intérieur de l'extincteur à poudre aussi loin que possible par rapport au niveau de la poudre. Inspecter l'intérieur à l'aide d'une source lumineuse. Vérifier l'absence de corrosion et de détérioration du revêtement (s'il est prévu).
Extincteur à base d'eau : remplir à nouveau l'extincteur	X		X			Remettre la charge d'origine dans l'extincteur ou la remplacer selon les instructions du fabricant.
Remonter l'extincteur	X	X	X	X	X	Replacer le dispositif de sécurité et fixer un nouveau scellé. Remonter l'extincteur portatif conformément aux instructions du fabricant.
Remplir l'étiquette de maintenance	X	X	X	X	X	Remplir l'étiquette de maintenance.

Dans le cadre de son obligation de résultat, pour assurer la maintenance des équipements et matériels, le Titulaire devra notamment veiller à ce que tous les matériels soient toujours dans un état de fonctionnement optimum.

3.3.2. Spécifications relatives aux colonnes et aux poteaux d'incendie

Dans le cadre de la maintenance préventive forfaitaire, le titulaire doit effectuer la mise en pression annuelle des colonnes et des poteaux d'incendie.

Le titulaire doit assurer tous les contrôles réglementaires des colonnes d'incendie tels que spécifiés par la norme NF S 61-759 (juin 2007).

3.3.3. Spécifications relatives aux installations fixes d'extinction (friteuse)

Se référer au document du constructeur en fonction du type d'extinction.

Dans le principe de base de la maintenance préventive ou après une maintenance corrective :

- Vérifier la présence de l'ensemble des scellés (commande manuelle et bouteille) ;
- Vérifier la présence de la goupille du boîtier de commande manuelle ;
- Vérifier si le coup de poing n'est pas percuté (s'il existe) ;
- Vérifier l'intégrité de l'étiquette de vérification ;
- Vérifier le serrage du raccord de commande manuelle ;
- Vérifier la position de la vanne de mise en service (si elle existe) ;
- Vérifier le bon fonctionnement du pressostat ;
- Fermer la vanne d'un quart de tour de la bouteille ;
- Démonter les connexions aux réservoirs ;
- Vérifier la charge de l'agent extincteur ;
- Remonter la bouteille ;
- Vérifier le serrage des connexions du réservoir ;
- Contrôler l'état du système de détection ;
- Vérifier visuellement l'absence de fuite en contrôlant la position de l'aiguille du manomètre par rapport au marquage initial ;
- Ouvrir la vanne de mise en service ;
- Poser les sceller de la vanne de mise en service ainsi que le boîtier de commande manuelle ;
- Renseigner les étiquettes de vérification sur les réservoirs.

3.3.4. Planification des visites

- Après la notification du marché, une première réunion sera mise en place ayant pour objet de définir le planning des interventions de maintenance préventive. Au fur et à mesure des reconductions, chaque titulaire devra mettre à jour le calendrier annuel des visites préventives.
- Chaque titulaire devra confirmer à chaque site la date exacte de passage de son technicien deux (2) semaines au préalable.

3.4. Maintenance corrective

Conformément à la norme NF EN 13306, la maintenance corrective a pour objectif, lors de la détection d'une panne, de remettre l'équipement ou l'installation concerné dans l'état dans lequel il peut accomplir sa fonction en toute condition de fiabilité et de sécurité.

Elle intègre :

- La maintenance palliative : il s'agit du dépannage, c'est-à-dire la réalisation des opérations nécessaires au rétablissement de l'installation, même de façon provisoire ;
- Le remplacement des pièces dégradées par vandalisme, par corrosion en ambiance spécifique ou par accident indépendant de l'action du Titulaire.
- La maintenance curative : il s'agit des opérations destinées à remettre en ordre intégralement une installation consécutivement ou non à un dépannage.

Pour les dépannages ne nécessitant pas de remplacement de pièces, le Titulaire doit prendre des mesures conservatoires en vue d'assurer la sécurité des personnes et des biens, la remise en route ou, à défaut, la remise en route en mode dégradée et informer le responsable de site de ces mesures.

Le Titulaire doit effectuer les interventions de maintenance corrective après accord du responsable de site et sur bon de commande.

Le délai de dépannage, même provisoire, est de 72 heures maximum à compter de l'heure de réception par le Titulaire du bon de commande. Si le Titulaire estime qu'un délai supplémentaire lui sera nécessaire, il en informe le directeur du site avant l'échéance impartie du délai initial et apporte les justificatifs nécessaires.

3.5. Remplacement décennal des extincteurs

Les extincteurs ayant atteint leur 10^e année feront l'objet d'un remplacement à neuf. Le titulaire assure l'enlèvement sur place de chaque extincteur concerné et la réinstallation sur site.

3.6. Élimination des extincteurs hors service

Le titulaire assure l'enlèvement sur place de chaque extincteur hors service puis sa destruction. Il fournit les certificats de destruction des appareils et les bordereaux de suivi de déchets lorsque ces derniers sont imposés par la réglementation.

3.7. Fourniture et pose d'extincteurs neufs

Le titulaire assure la fourniture et la livraison sur site des extincteurs neufs. Il assure également dans le cadre du forfait d'acquisition :

- L'enlèvement sur place de chaque extincteur à remplacer ;
- La fourniture et pose de l'appareil y compris son support ;
- L'affichage de balisage réglementaire ;
- L'étiquette de suivi de l'appareil ;
- L'inscription à l'inventaire du site et au registre de sécurité.

ARTICLE 4 - DEFIBRILLATEURS AUTOMATISES EXTERNES - DAE

4.1. Règlementations applicables

4.1.1. Règlements et normes

Le Titulaire réalisera ses prestations par application des dispositions du présent CCTP et des règlements et normes en vigueur, en particulier :

- Article R.5212-1 du code de la Santé Publique.
- Décret n°2001-1154 du 5 décembre 2001 relatif à l'obligation de maintenance et au contrôle de qualité des dispositifs médicaux prévus à l'article R.5212-1 du code de la Santé Publique.
- Arrêté du 3 mars 2003 fixant les listes des dispositifs médicaux soumis à l'obligation de maintenance et au contrôle de qualité mentionnés aux articles L.5212-1 et D.665-53 du Code la Santé Publique.
- Loi n°2018-527 du 28 juin 2018 relative au défibrillateur cardiaque.
- Décret n°2018-1186 du 19 décembre 2018 relatif aux défibrillateurs automatisés externes.
- Arrêté du 20 octobre 2019 relatif aux défibrillateurs automatisés externes et à leurs modalités de signalisation dans les lieux publics et les établissements recevant du public (ERP).
- Norme AFNOR NF-S 99-170.

La liste ci-dessus n'est pas exhaustive, le Titulaire est réputé avoir connaissance des lois, règlements, normes et documents techniques de son domaine.

4.1.2. Conformité de la prestation

Le titulaire apportera la preuve de la conformité de ses prestations selon les exigences de norme ISO 13485 "Dispositifs Médicaux". La norme ISO 13485 énonce les exigences relatives au système de management de la qualité lorsqu'un organisme doit démontrer son aptitude à fournir des dispositifs médicaux et des services associés.

4.2. Contenu des prestations

Cette maintenance vise à s'assurer du bon état de conservation et du fonctionnement des organes de sécurité. Elle permet aussi de mettre à jour chaque année les électrodes et batteries ayant servi.

4.2.1. Maintenance préventive

La maintenance des appareils comprend :

- Une visite annuelle de maintenance préventive sur site d'un technicien, avec au minimum 10 points de contrôle.
- Une assistance téléphonique (Hot line) 365 jours par an, de 8h00 à 20h00.
- Un test de choc : utilisation d'un simulateur afin de valider la cohérence du fonctionnement, soit :
 - Envoi d'un choc en cas de défibrillation
 - Pas d'envoi de choc sur un rythme normal ou une asystolie
- Validation d'un cycle complet de RCP/Réanimation Cardio Pulmonaire (2 minutes).
- Contrôle des messages vocaux donnés par les DAE sur l'aide à la RCP.
- Assistance pour chaque cas d'utilisation thérapeutique.
- Gestion des dates de péremption des consommables nécessaires (batterie, électrodes).
- Protection environnementale (récupération et recyclage/destruction du matériel).
- Assistance à la mise à jour des normes ARC.
- Assistance à la récupération de l'ECG après un arrêt cardiaque (si non réalisé par le SAMU et/ou pompiers). En effet, l'utilisation d'un DAE est suivie par le transfert de la victime dans un service d'urgences hospitalières qui aura immédiatement besoin de lire l'ECG enregistré par le DAE pour pouvoir traiter au mieux la victime.

- Remplacement des électrodes en cas d'utilisation ou en cas de péremption.
- Remplacement de la pile durant toute la durée du marché.

4.2.2. Planification des visites

Après la notification du marché, une première réunion sera mise en place ayant pour objet de définir le planning des interventions de maintenance préventive. Au fur et à mesure des reconductions, chaque titulaire devra mettre à jour le calendrier annuel des visites préventives.

Chaque Titulaire devra confirmer à chaque site la date exacte de passage de son technicien deux (2) semaines au préalable.

4.2.3. Maintenance corrective

Conformément à la norme NF EN 13306, la maintenance corrective a pour objectif, lors de la détection d'une panne, de remettre l'équipement ou l'installation concerné dans l'état dans lequel il peut accomplir sa fonction en toute condition de fiabilité et de sécurité.

La maintenance curative s'exécutera au fur et à mesure des besoins exprimés par les responsables de sites.

Le titulaire assurera les dépannages tous les jours ouvrés.

- Intervention sur site en cas de panne non résolue par le service Hot line (délai maximal de 3 jours ouvrés).
- Mise à disposition gratuite d'un DAE en cas de nécessité de renvoi au SAV du fabricant.

Le Titulaire doit effectuer les interventions de maintenance corrective après accord du responsable de site et sur bon de commande.

Le délai de dépannage, même provisoire, est de 72 heures maximum à compter de l'heure de réception par le Titulaire du bon de commande. Si le Titulaire estime qu'un délai supplémentaire lui sera nécessaire, il en informe le directeur du site avant l'échéance impartie du délai initial et apporte les justificatifs nécessaires.

4.3. Fourniture de défibrillateurs

Le Titulaire assurera la fourniture, la livraison sur site et l'installation des nouveaux équipements, en particulier pour l'ouverture de nouveaux sites.

Ces prestations s'exécuteront au fur et à mesure des besoins exprimés par les responsables de sites.

ARTICLE 5 - MODALITES D'EXECUTION

5.1. Prise en charge des installations

A compter de la notification du marché, le Titulaire assure la prise en charge des équipements. Il devra prendre contact avec le responsable de chaque site pour convenir des modalités d'accès et d'intervention sur site.

Au plus tard, soixante (60) jours après la date de notification du marché, le Titulaire réalisera, pour chaque site, un recensement exhaustif contradictoire et précis des équipements et matériels concernés par le marché.

Cet état des lieux mentionnera, pour chaque site, l'audit technique de prise en charge des installations confirmant le quantitatif des matériels à prendre en compte dans le cadre de la maintenance et leur bon état de fonctionnement.

En complément du tableau de recensement contradictoire, le Titulaire rédigera une fiche d'inventaire pour chacun des sites du marché. Il transmettra le résultat de son état des lieux à la Direction des Achats et à chacun des responsables de sites. Il le mettra à jour lors de toute modification des équipements.

La visite de recensement contradictoire doit également permettre au Titulaire d'identifier la période de maintenance préventive annuelle à effectuer sur chacun des sites.

Dans les quinze (15) jours suivant la visite de recensement, le Titulaire transmettra la planification des visites pour validation.

Dans un délai de trente (30) jours, le Titulaire devra établir le plan de prévention des risques en coordination avec le responsable du site concerné. Un modèle de plan de prévention est en annexe 2 du CCTP.

5.2. Pièces de rechange, consommables et moyens courants

Pour assurer la maintenance préventive et corrective, le Titulaire fournit dans le cadre de ce marché, tous les produits et ingrédients (chiffon, huile, graisse, antigel, solvants, détartrants, etc.), tous les filtres et petites pièces d'usure (joints, écrous borgnes, etc.), les petits matériels (voyants, relais, fusibles, piles, contacteurs, visserie et petite boulonnerie, etc.), les outillages et appareils de contrôle nécessaires à l'exécution des prestations.

Le Titulaire fournit l'ensemble des pièces de rechange qui lui sont nécessaires pour mener à bien les opérations de maintenance préventive. Il s'agit des pièces remplacées de manière systématique au cours des opérations de maintenance préventive ou des pièces dont le remplacement est préconisé suite aux opérations de maintenance préventive.

Les autres pièces de rechange utilisées pour la maintenance corrective feront l'objet d'un devis, conformément aux dispositions prévues au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

5.3. Rôle de conseil et d'alerte

Le Titulaire est tenu de communiquer au Crous de Nantes Pays de la Loire tous les conseils utiles au bon fonctionnement des matériels, ainsi que ceux relatifs à la réglementation en vigueur et impactant les installations objet du présent marché.

Le Titulaire communiquera au Crous de Nantes Pays de la Loire toute évolution de la réglementation impactant les installations objet du présent marché.

5.4. Rapport d'intervention ou de vérification

Un rapport d'intervention ou de vérification est établi à l'issue de chaque maintenance. Sa forme et son contenu dépendent du type de maintenance.

Sont mentionnées dans le rapport :

- La désignation et la localisation de l'équipement ;
- Les date, heures d'arrivée et de départ ;
- L'identité de l'intervenant, sa qualification et sa signature.

Le cas échéant :

- Les date et cause des incidents et réparation effectuées lors du dépannage ;
- La nature des observations, travaux, modifications ;
- Le détail des pièces remplacées au titre de l'entretien.

Les observations comportent outre l'énoncé de la non-conformité, une préconisation de modification à réaliser pour y remédier.

Dans tous les cas, le choix de la solution pour la mise en conformité demeure de l'entière responsabilité du Crous de Nantes.

Le délai maximal de remise du rapport ou compte-rendu d'intervention est de 5 jours ouvrés.

Par ailleurs, le Titulaire doit assurer un suivi dématérialisé des comptes rendus (au format ODS, ODT, DOC, ou XLS) afin de :

- Suivre l'avancement des prestations
- Suivre les indicateurs : appels utilisateurs, taux de pannes, montants de la maintenance corrective, etc.
- Etablir des rapports annuels d'activité

5.5. Moyens de transmission des rapports

Les rapports d'intervention ou de vérification seront adressés par voie dématérialisée à chaque responsable de site, au conseiller Prévention et à la direction des achats et de la logistique du Crous de Nantes.

Le Titulaire pourra mettre à disposition du Crous de Nantes - Pays de la Loire un outil de suivi dématérialisé.

Les éventuels frais d'accès (licences) à cet outil, pour l'ensemble des utilisateurs du Crous, sont inclus à l'offre de prix globale.

Cet outil ne se substitue en aucun cas aux supports physiques qui doivent être complétés et laissés sur les différents sites.

5.6. Mise à jour du registre de sécurité

A chaque intervention, le Titulaire renseignera le registre de sécurité de l'établissement avec les éléments suivants :

- Date de l'intervention
- Nature de l'intervention
- Nom et signature du technicien
- Cachet de l'entreprise

5.7. Rapports annuels

Le prestataire apporte la preuve de l'atteinte des résultats et des performances demandées au marché. A la date anniversaire du marché, le Titulaire remettra au pouvoir adjudicateur un rapport annuel d'activité comprenant :

- L'inventaire des installations mentionnant leur localisation, leur type, référence, date d'installation, date de la dernière maintenance, les changements intervenus et leur état général.

- Les fiches d'interventions, rapport d'interventions ou bon d'intervention
- Un diagnostic sur le vieillissement du matériel
- La mise à jour de la documentation de tout ordre (technique, etc.)

Le Titulaire communiquera également un document de planification pluriannuelle de renouvellement des équipements, en fonction des préconisations techniques des fabricants.

Ce rapport est attendu sous la forme d'une synthèse. Il doit faire apparaître l'état des installations et comprendre d'éventuelles préconisations d'amélioration ou de rénovation des équipements.

5.8. Réunions

Sont prévues les réunions suivantes :

- Une réunion de lancement au cours de laquelle le Titulaire doit remettre au Crous de Nantes Pays de la Loire une liste indiquant les noms du chef d'équipe ainsi que des techniciens qui interviendront sur les différents sites du Crous de Nantes. Cette liste doit être tenue à jour et toute modification pouvant y être apportée doit être signalée.
- Une réunion à l'issue du premier semestre d'exécution.
- Une réunion annuelle, dans les 30 jours qui suivent la date anniversaire du marché, à l'occasion de laquelle un rapport annuel sera remis.

La participation à ces réunions est obligatoire, elle est incluse au montant forfaitaire annuel.

ARTICLE 6 - DELAIS DE TRANSMISSION DES DOCUMENTS

Documents	Délais de transmission	Fait générateur du délai
Planification annuelle des visites	30 jours	Date de début de marché
Rapport d'entretien	5 jours ouvrés	Date de visite
Rapport annuel d'activité	30 jours	Date anniversaire du marché

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS RECIPROQUES

7.1. Obligations du Crous de Nantes

7.1.1. Documentation

Le Crous de Nantes mettra à disposition du Titulaire :

- La liste des appareils et accessoires concernés, clairement identifiés, pendant le temps nécessaire à la réalisation des prestations ;
- Le classement des ERP ;
- Les documents nécessaires et notamment la notice d'instruction du fabricant, le carnet de maintenance de l'appareil, et les derniers rapports d'épreuves et de vérification de maintenance, le cas échéant.

7.1.2. Accès aux installations

Le ou la responsable du site devra permettre le libre accès du prestataire à toutes les installations objet des présentes vérifications.

Une personne compétente connaissant bien les installations, sera désignée par le ou la responsable du site pour accompagner le prestataire.

Le Crous de Nantes conservera la responsabilité des installations, équipements et appareils sur lesquels le prestataire sera appelé à intervenir.

7.1.3. Environnement et sécurité

Le Crous de Nantes s'engage à respecter toutes les législations et réglementations environnementales, existantes ou futures.

Il est en particulier réputé que le Crous de Nantes a satisfait à toutes obligations légales relatives à l'éventuelle présence d'amiante et a dûment informé le prestataire à ce titre.

7.2. Obligations du titulaire

7.2.1. Connaissance des lieux

Le Titulaire est réputé avoir pris en compte l'ensemble des contraintes d'environnement des sites pour l'établissement de son offre.

Le Titulaire est réputé, lors de la remise de son offre, avoir :

- Inclus tous les frais annexes consécutifs à l'exécution des prestations.
- Inclus les frais éventuels subordonnés à l'utilisation de brevets ou procédés spéciaux.
- Le cas échéant, questionné le Crous de Nantes Pays de la Loire de façon à obtenir les informations complémentaires relatives aux prestations envisagées.

Tout préjudice relatif à un manquement à ces exigences ayant pour conséquence un retard ou une mauvaise exécution, est à la charge du Titulaire.

Il ne peut se prévaloir postérieurement à la signature du contrat ou éventuellement à réception d'un ordre de service complémentaire, d'une connaissance insuffisante des sites et des installations ou d'éléments locaux tels que moyens d'accès et de stockage ou relations avec l'exécution des travaux, pour ne pas respecter ses obligations contractuelles.

7.2.2. Identification du personnel du Titulaire

Les personnels d'intervention affectés à la maintenance ou à la réparation devront être en mesure de prouver leur appartenance à la société Titulaire du marché. Ils porteront également des vêtements de travail siglés au nom de l'entreprise ou porteront un badge d'identification visible en permanence.

7.2.3. Equipement des personnels du Titulaire

Le personnel est doté des équipements nécessaires pour la bonne exécution des prestations dans des conditions optimales de sécurité. Ces équipements respectent les exigences du code du travail et les périodicités de révision. Le Titulaire ne peut invoquer le manque d'outil spécifique pour justifier le dépassement du délai de remise en service des appareils.

7.2.4. Plan de Prévention des Risques

Conformément aux dispositions réglementaires prévues aux articles R4512-6 à R4512-12 du code du travail, un plan de prévention sera établi conjointement entre le Titulaire du marché et les directeurs ou directrices de site après visite initiale des locaux.

Le plan de prévention devra être établi dans le mois qui suit la notification du marché et au plus tard avant la première intervention sur le site concerné.

Le modèle à utiliser est en annexe 3 du CCTP.

7.2.5. Pilotage du marché

Outre les intervenants en charge de la maintenance des équipements, le Titulaire doit assurer une structure d'encadrement pour ce marché.

Le Titulaire désigne au sein de cette équipe un chargé d'affaires qui sera l'interlocuteur principal du Crous de Nantes Pays de la Loire pendant la durée de ce marché.

7.2.6. Conditions d'accès aux sites

Les personnels du Titulaire ne peuvent intervenir sans qu'un rendez-vous ait été préalablement fixé. Le Titulaire devra confirmer la date exacte de passage de son technicien deux (2) semaines au préalable pour la maintenance préventive et dès que possible pour la maintenance curative.

A son arrivée sur le site, le personnel du Titulaire doit obligatoirement se présenter au responsable du site, à l'accueil ou à l'agent de maintenance afin de respecter les dispositifs en vigueur dans le cadre de l'application du plan Vigipirate.

La nature des prestations exécutées suppose la présence du personnel du Titulaire dans les locaux du pouvoir adjudicateur. Le Titulaire fait le nécessaire pour que son personnel se conforme aux dispositions applicables aux entreprises intervenant dans lesdits locaux, et notamment à celles relatives à l'hygiène et à la sécurité, à charge au Titulaire de les communiquer à son personnel.

Le Titulaire est informé que le Crous de Nantes – Pays de la Loire est susceptible de faire des contrôles des personnes intervenant sur le site du Crous. Si le contrôle faisait apparaître des éléments incompatibles avec un travail sur son site, le Crous de Nantes – Pays de la Loire pourrait être amené à ne pas agréer l'employé ou à demander son remplacement.

Toutes les données de contrôle du personnel sont automatiquement et sans délai accessibles au Titulaire et au Crous de Nantes Pays de la Loire.

Le personnel du Titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

Dans le cas où des agissements contraires à la bonne exécution de la mission seraient constatés ou signalés, la personne responsable du suivi du marché serait en droit de demander (de façon écrite et motivée) le départ immédiat et le remplacement du personnel concerné.

Pendant son séjour dans les locaux du Crous, les employés du Titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité établies par le Crous, y inclus l'intégralité des dispositions de son règlement intérieur.

Pour des raisons de sécurité, le Titulaire et son personnel sont tenus à une obligation de discrétion concernant la procédure de contrôle des entrées. Cette procédure, qui varie selon les espaces et qui peut évoluer dans le temps, devra être scrupuleusement respectée par le Titulaire. L'accès peut être refusé à toute personne ne pouvant satisfaire à un contrôle d'identité. Le Crous délivre et précise les conditions d'utilisation des badges ou autres passes nécessaires pour la circulation du personnel du Titulaire.

La perte de tout identifiant permettant l'entrée au Crous doit être signalée immédiatement à la personne responsable du site.

7.2.7. Respect de l'environnement

Le titulaire devra mettre en œuvre des actions en faveur de l'environnement et valoriser les déchets qu'il produit au cours de l'exécution des prestations. Cette disposition concerne notamment le recyclage des déchets produits.

Tous les déchets sont évacués immédiatement par le Titulaire du présent marché, aucun stockage sur site n'est autorisé.

Lorsque les infrastructures locales le permettent, le titulaire valorise les déchets dans le respect de la réglementation en vigueur, par retraitement, réemploi, recyclage ou incinération avec récupération d'énergie ou toute autre procédure imposée par la réglementation en vigueur. Il certifie valoriser ou faire valoriser ces déchets auprès de centres agréés.

L'ensemble des prestations liées au nettoyage, au recyclage et au retraitement des déchets est intégré dans les prix des annexes financières de l'acte d'engagement.

Le Titulaire s'engage à fournir, sur simple demande du pouvoir adjudicateur ou d'un responsable de site, les bordereaux de traitement réglementaire dans un délai de quatre semaines.

En cas de non-respect de ces procédures, le Titulaire sera soumis aux pénalités définies à l'article 18.2 du CCAP.

ARTICLE 8 - FIN D'EXECUTION

Le Titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du contrat, les équipements en état normal d'entretien, de fonctionnement, de propreté, de sécurité et libres de tous verrouillages interdisant la gestion normale des équipements.

En cas de carence constatée dans l'exécution des clauses du présent contrat, les travaux de remise en état seront réalisés aux frais exclusifs du Titulaire « sortant ».

Le Titulaire s'engage à restituer en fin de contrat toute la documentation nécessaire à la maintenance complète des installations : carnet d'entretien, notices d'instructions et d'utilisation. Tous les frais de reproduction, de remise en état ou de reconstitution de la documentation sont à la charge du Titulaire.

Nota : A compter de la fin du présent marché, le Titulaire s'engage à assurer gracieusement la continuité de la réception des appels pendant une période de 30 jours.

ARTICLE 9 - LANGUE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être obligatoirement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 10 - LISTE DES ANNEXES AU CCTP

- Annexe 1 : Liste des équipements ELI du Crous de Nantes
- Annexe 2 : Listes des équipements DAE du Crous de Nantes
- Annexe 3 : Plan de prévention